

A Séoul, les pays du G20 tentent de réduire les déséquilibres mondiaux

Les excédents commerciaux, le niveau du yuan et celui du dollar seront au centre des discussions

►►► Suite de la première page

Les objectifs chiffrés à ne pas dépasser – soit 4 % du produit intérieur brut (PIB) avancés par les Etats-Unis – n'ont pas été retenus.

C'est dans ce cadre qu'interviendront Juan Somavia, directeur du Bureau international du travail (BIT), et Angel Gurría, le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui plaident pour que les gouvernements ne retirent pas trop tôt leurs plans de soutien, afin de faire reculer le chômage.

Le deuxième thème sera celui des institutions financières internationales et, en particulier, la gouvernance du FMI. Les ministres des finances se sont accordés pour consolider sa légitimité par un doublement de son capital à 750 milliards de dollars (540 milliards d'euros) et par un transfert de 6 % des quotas et des droits de vote des pays surreprésentés vers les pays sous-représentés.

C'est ainsi que la Chine passe de la 9^e place des contributeurs du Fonds, en 2006, à la 3^e en 2011. D'autre part, les pays européens,

qui occupent 9 sièges sur 24 au conseil d'administration, ont accepté d'en céder deux aux pays émergents sous-représentés. Le G20 se penchera sur le « *filet de sécurité* » que les pays émergents attendent du FMI, c'est-à-dire de nouveaux types de prêts aussi automatiques que possible pour les pays bien gérés.

Lutte contre la corruption

Le développement constituera le troisième thème. Les pays riches n'ont pas honoré leurs innombrables promesses d'accroître leurs aides aux pays en développement d'une cinquantaine de milliards de dollars par an. La crise a asséché les budgets. Pour trouver ces fonds sans lesquels de nombreux pays, notamment en Afrique, resteront en marge de la croissance, le G20 étudiera les « *financements innovants* ». Sur le modèle de la taxe française sur les billets d'avion, ils dégageraient des montants significatifs. M. Sarkozy défendra, avec l'appui des ONG, un projet de taxe sur les transactions financières.

Lors du déjeuner de vendredi, deux questions complexes seront

au menu : l'achèvement de la négociation du cycle de Doha pilotée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et destinée à libéraliser les échanges internationaux et le financement de la lutte contre le réchauffement climatique.

La cinquième réunion sera consacrée à la réforme de la régulation financière. Les dirigeants entérineront les propositions du Conseil de stabilité financière (CSF), dites de Bâle III, qui augmentent les minima de capital pour les banques ou leurs ratios de liquidités à respecter pour mieux résister aux crises. Selon le *Financial Times* du 10 novembre, une liste des 20 plus grandes banques dont la faillite aurait des répercussions mondiales est en préparation. La BNP et la Société générale y figureraient.

A l'issue de la sixième séance sur la lutte contre la corruption, Nicolas Sarkozy présentera les priorités de sa présidence : réforme du système monétaire international, amélioration de la gouvernance mondiale et apaisement de la volatilité des cours des matières premières. ■

Alain Faujas



Quelque 50 000 policiers sont déployés dans la capitale sud-coréenne pour accueillir le sommet du G20, les 11 et 12 novembre. TED ALJIBE/AFP

90 % des richesses

Mission Apporter une réponse internationale et coordonnée à la crise économique. Quatre sommets ont déjà eu lieu à Washington (novembre 2008), Londres (avril 2009), Pittsburgh (septembre 2009) et Toronto (juin 2010).

Composition Aux membres du G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Russie) s'ajoutent l'Union européenne et les grands pays émergents : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique et Turquie.

Représentativité Les pays du G20 représentent 90 % du produit brut de la planète et les deux tiers de sa population.

Invités Espagne, Ethiopie, Malawi, Vietnam et Singapour. L'ONU, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Conseil de stabilité financière sont présents de droit.

Nicolas Sarkozy se rêve en président de crise du G20

LE SOMMET DE SÉOUL n'a pas commencé que Nicolas Sarkozy est déjà dans l'après-Séoul. Le président de la République n'a pas jugé utile d'être présent au dîner inaugural, jeudi 11 novembre, et se fera représenter par la ministre de l'économie Christine Lagarde. M. Sarkozy arrivera le vendredi matin, d'un coup d'aile à bord de son nouvel Airbus A330, et présentera ses priorités pour l'année 2011.

A l'issue d'un dîner de gala, vendredi soir à Séoul, le chef de l'Etat français prendra la présidence du G20, qui rassemble les principales puissances de la planète. Il présidera aussi, en 2011, le G8, qui réunit les premières économies du Nord. M. Sarkozy doit ce « cadeau » à l'ancien premier ministre britannique Gordon Brown, qui lui donna, au sommet de Londres, en avril 2009, un coup de pouce pour obtenir cette double présidence. Pile avant l'élection présidentielle de 2012.

M. Sarkozy est habité par une ambition internationale... et des arrière-pensées politiques. Il rêve de réitérer l'exploit de sa présiden-

ce de l'Union européenne (UE), fin 2008, qui lui avait permis de redorer son blason sur la scène intérieure. Il espère redevenir le capitaine dans la tempête qui eut à gérer la guerre en Géorgie et la crise financière de 2008. Il compte aussi incarner le président d'une France rassembleuse et neutraliser son adversaire potentiel, le socialiste Dominique Strauss-Kahn, actuel directeur général du Fonds monétaire international (FMI). M. Sarkozy veille à appliquer minutieusement les préconisations du FMI pour mieux désamorcer les critiques que M. Strauss-Kahn pourrait formuler sur son bilan économique et budgétaire.

M. Sarkozy sait que le G20 menace de s'enliser dans la routine. Alors, il s'est fixé des priorités ambitieuses, trop ambitieuses, jugent certains : réformer le système monétaire mondial (régler le double problème du dollar et du yuan), limiter la volatilité des cours des matières premières et agricoles, et moderniser la gouvernance mondiale. M. Sarkozy parie sur une crise majeure dans un de

ces domaines, qui lui permettra d'assurer qu'il avait vu juste avant les autres. Il aura beau jeu de se présenter en architecte de la solution qui devra être trouvée. L'Elysée estime que les tensions sur les marchés des changes « *valident* » les priorités annoncées en août.

De nouveau, le chef de l'Etat français a décidé de faire la tournée des grands de ce monde

Le succès n'est pas garanti, comme l'a prouvé, fin 2009, l'échec du sommet de Copenhague sur le climat. Le président avait arpenté la planète, glanant des promesses de soutien. Mais lorsqu'il a fallu trancher, ni le président brésilien Lula da Silva, ni les premiers ministres éthiopiens, Meles Zenawi, et indien, Manmohan Singh, n'ont apporté le soutien décisif.

De nouveau, M. Sarkozy a décidé de faire la tournée des grands de ce monde : il a commencé avec

le président russe, Dmitri Medvedev, et la chancelière allemande, Angela Merkel, à Deauville, puis le président chinois, Hu Jintao, lors de sa visite d'Etat en France. Début décembre, il effectuera une visite en Inde et se rendra en Ethiopie en janvier au sommet de l'Organisation de l'Union africaine.

Mais la méthode a été sophistiquée : pour forcer ses homologues à s'impliquer, M. Sarkozy compte organiser des séminaires de réflexion, confiés à différents leaders et organisés dans différents pays. Le dossier des changes pourrait être confié à M^{me} Merkel et un premier séminaire organisé en Chine. Le premier ministre britannique, David Cameron, serait chargé de la réforme de la gouvernance (ONU et G20, que la France veut doter d'un secrétariat), l'Indonésie s'occuperait de la corruption.

Reste à améliorer la relation avec Barack Obama. Dans cette affaire, M. Sarkozy fait de l'Amérique le principal responsable des désordres monétaires. La manœuvre est risquée : l'Allemagne et la Banque centrale européenne ne veulent pas d'un clash déstabilisa-

teur avec Washington. Surtout, M. Obama se montre peu coopératif. L'Elysée met cette distance sur le compte des élections de mi-mandat qui accaparaient le président démocrate. Il n'empêche, ce dernier renâcle à traverser l'Atlantique pour participer au G8 de 2011.

Pour aplanir les différends, M. Sarkozy compte se rendre à Washington le 20 décembre. Car curieusement, M. Sarkozy, qui a plaidé pour l'élargissement du G8 aux pays du Sud, redécouvre les vertus de ce format, où les Européens (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, UE) sont majoritaires. « *Obama ne laissera pas les autres se réunir sans lui* », assure un proche de M. Sarkozy.

La réunion aura lieu au début de l'été à Deauville tandis que le G20 se tiendra à Cannes, sans doute les 3 et 4 novembre. Deux villes que M. Sarkozy jugeait à l'origine trop bling-bling. La piste de Bordeaux voire du Havre avait été explorée. Mais les capacités hôtelières et les contraintes de sécurité ont emporté la décision. ■

Arnaud Leparmentier

A Djakarta, Barack Obama vante « l'esprit de tolérance » et l'entente avec l'islam

Le président américain a signé un partenariat stratégique avec l'Indonésie, pays important dans le réengagement des Etats-Unis en Asie du Sud-Est

Djakarta

Envoyé spécial

« *Barry revient à la maison !* » La « une » du *Jakarta Post*, mardi 9 novembre, célébrait par ce titre le retour en Indonésie de Barack Obama, arrivé dans la capitale du pays le même jour pour une courte visite d'à peine vingt-quatre heures dans le cadre de sa tournée en Asie : quand il vivait avec sa mère et son beau-père indonésien à Djakarta, entre 1967 et 1971, c'est par ce surnom que ses camarades d'école appelaient le futur président des Etats-Unis...

Annulée à deux reprises cette année, la visite tant attendue du chef de l'exécutif américain a peut-être perdu au fil des mois sa dimen-

sion émotionnelle originelle, quand l'« *Obamania* » battait ici son plein. Le président n'aura pas été visiter son ancienne école et s'est contenté de rapidement serrer les mains de ses anciens camarades de classe à la suite du discours qu'il a prononcé mercredi à l'Universitas Indonesia de Djakarta.

Les difficultés de politique intérieure auxquelles font face les démocrates américains et l'importance commerciale et politique revêtue par sa visite dans ce pays (avec qui il a signé un partenariat stratégique au cours de sa visite) de 230 millions d'habitants, musulman à plus de 80 %, ont conduit Barack Obama, comme il l'a dit lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue,

Susilo Bambang Yudhoyono, à « *se tourner vers le futur plutôt que vers le passé* ». Les conseillers de la Maison Blanche ont dû estimer qu'au vu de la position affaiblie du président, il aurait été malvenu de le voir se promener en touriste dans les rues tranquilles du quartier de son enfance.

Seule concession à son passé, « *Barry* » a imité, pour la plus grande joie d'un auditoire de 6 000 personnes réuni à l'université, la façon dont les vendeurs de rue appellent le chaland à leur acheter des saté, les célèbres brochettes à la sauce de cacahuète.

Plus sérieusement, tout en émaillant ses phrases de quelques mots en *bahasa Indonesia* (indonésien), Barack Obama a vanté « *l'es-*

prit de tolérance » de la société indonésienne, « *symbolisé dans vos mosquées, vos églises et vos temples et incarné par votre peuple* ». « *Unité dans la diversité !* » (devise de l'archipel), s'est-il exclamé en indonésien, soulevant une vague d'enthousiasme dans le public.

Evolution démocratique

Se félicitant de l'évolution démocratique d'une nation appelée à jouer un « *rôle-clé* » en Asie et rappelant les années « *du règne de fer* » du président Suharto, quand lui-même vivait en Indonésie, le président américain a vanté la modernisation du pays de son enfance. Il a souligné que, durant son trajet de l'aéroport au palais présidentiel, il n'avait « *rien recon-*

nu », tant la capitale est aujourd'hui hérissée de buildings et de malls (centres commerciaux) gigantesques, débordant de produits de luxe.

M. Obama a assuré que la démocratie faisait partie des « *valeurs universelles* » et qu'il n'y avait aucune contradiction entre démocratie et développement. Sans doute une critique voilée contre la Chine à un moment de tension sino-américaine et de réengagement des Etats-Unis en Asie du Sud-Est, une région susceptible de faire contrepoids à la montée en puissance du voisin chinois.

Ce discours, prononcé après une rapide visite dans la grande mosquée Istiqlal, était attendu comme une sorte de « *Caire bis* », en référen-

ce à l'importante déclaration que M. Obama avait faite sur les relations entre l'islam et l'Occident, il y a dix-sept mois en Egypte.

Rappelant que les Etats-Unis n'étaient « *pas en guerre avec l'islam* », le président américain a insisté sur l'urgence qu'il y avait à « *vaincre Al-Qaïda et ses affiliés, qui n'ont aucune raison de revendiquer leur leadership sur quelque religion que ce soit, certainement pas une grande religion mondiale, tel l'islam* ». Il a concédé qu'« *aucun discours ne pourra éradiquer des années de méfiance [entre l'Amérique et les musulmans]* » et qu'il faudrait beaucoup de « *travail acharné* » pour restaurer une confiance mutuelle. ■

Bruno Philij